



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU

K-Bicêtre

Kremlin-Bicêtre, le 28 novembre 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

État d'Israël assassin, États impérialistes complices

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique ressemble à celle d'un génocide.

Les bombes n'ont rien épargné, ni personne. Presque quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

Le gouvernement israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des travailleurs d'origine thaïlandaise, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour !

Ce que veut le gouvernement au pouvoir en Israël, c'est la guerre totale pour continuer le processus de colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les populations palestiniennes et qui sème la guerre à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, les attaques continuent contre ceux qui expriment leur solidarité

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « *Israël assassin, impérialistes complices* » a été interdite par la

préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « pas en notre nom ! » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ? Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres, il ne veut pas que les universités françaises s'agitent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marcheront pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gênons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation. Il n'y a rien à en attendre, alors rentrons nous-mêmes dans l'action !

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.

Une société à combattre

Une nouvelle Maison des Femmes vient d'être inaugurée au CHU Bicêtre. Un lieu pour accueillir des Femmes victimes de violences. Ces violences vont parfois jusqu'au meurtre : une femme est tuée tous les trois jours environ par son conjoint ou son ex. En 2022, 118 femmes ont été assassinées et 267 ont survécu à une tentative d'homicide. Le 12 novembre 2023, on comptabilisait déjà 115 féminicides. Et 94 000 femmes sont victimes de viols ou de tentatives de viol.

Ces chiffres : le résultat effroyable d'une société qui met nombre de femmes dans des situations de dépendance économique à la maison comme au travail.

Une société qui charrie des préjugés et des idées crasses sexistes sur les femmes. Une société à combattre.



L'AP-HP jugée coupable d'un suicide à l'hôpital

L'AP-HP vient d'être condamnée à une amende de 50 000 euros pour harcèlement moral après le suicide, en 2015, d'un cardiologue de l'hôpital Georges Pompidou, le Professeur Mégnien.

La directrice de l'hôpital de l'époque, et trois professeurs ont eux aussi été condamnés par le Tribunal. Ils vont faire appel de la décision.

La Présidente du Tribunal a indiqué que le Professeur Mégnien : « a été volontairement isolé, poussé à la faute » et « ces faits de harcèlement ne sont intervenus que par l'action collective de l'AP-HP, de la directrice ou de Professeurs ». Une condamnation sans appel de la Présidente du Tribunal.

Non à la discrimination des PADHUE

Les PADHUE (Praticiens Hospitaliers à Diplôme Hors Union Européenne), c'est 3 000 professionnels qui travaillent dans les hôpitaux publics.

C'est grâce à eux que le système de santé peut aussi fonctionner. On l'a vu encore plus durant le COVID.

Les hôpitaux les emploient mais nombre d'entre eux ont un statut précaire de contractuels. Un concours existe mais le nombre de places est ridicule par rapport au nombre de candidats...

Ils vivent ici, ils soignent ici... Ils doivent avoir les mêmes droits et les mêmes statuts hospitaliers que les autres médecins.

Dix ans de plus d'empoisonnement, merci Macron !

La Commission européenne a annoncé qu'elle allait renouveler, pour dix ans, l'autorisation d'utilisation, en agriculture, du glyphosate, un herbicide classé « cancérigène probable » par le Centre international de recherche sur le cancer.

La France, l'Allemagne et l'Italie se sont abstenues, ce qui a permis au texte de passer.

Macron tweetait en 2017 : « j'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France (...) et au plus tard dans trois ans ».

Il n'a pas tenu parole... Une fois de plus !

Une société malade du profit

La SNCF va installer environ 300 cabines de télémédecine dans ses gares d'ici 2028. Elle jure que c'est pour le bien de la population et contre les déserts médicaux. Un véritable conte de fée.

Depuis des années, en fait, la SNCF entend surtout transformer ses gares en immenses galeries marchandes, sources de profits.

On ne peut anticiper le succès à venir de ces cabines de télémédecine mais quand on voit le nombre de trains en retard, de trains supprimés ou le manque de personnels (entre 2011 et 2021, les effectifs ont diminué de 11 % officiellement), cela nous rend malade chaque jour.

Soutien à nos collègues et aux civils de Gaza



Instagram : [soignantesprgaza](https://www.instagram.com/soignantesprgaza)